



Assemblée générale

Soixante-neuvième session

Documents officiels

Distr. générale
12 décembre 2014
Français
Original : anglais

Sixième Commission

Compte rendu analytique de la 7^e séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 10 octobre 2014, à 15 heures

Présidente : M^{me} Millicay (Vice-Présidente) (Argentine)
puis : M. Gharibi (Vice-Président) (République islamique d'Iran)

Sommaire

Point 82 de l'ordre du jour: L'état de droit aux niveaux national et international
(*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).

14-62403X (F)



Merci de recycler



En l'absence de M. Manongi (République-Unie de Tanzanie), Mme Millicay (Argentine), Vice-Présidente, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 82 de l'ordre du jour: L'état de droit aux niveaux national et international (A/69/181 et A/68/213/Add.1) (suite)

1. **M. Kohona** (Sri Lanka) dit que, lorsque l'on envisage l'état de droit, il importe de songer à la diversité des ordres juridiques existant dans le monde, leurs fondements philosophiques et l'évolution de la situation économique et sociale. La civilisation humaine a donné naissance au fil du temps à différents ordres juridiques visant à préserver l'ordre public, la paix et la sécurité et l'intérêt individuel et général tout en permettant de distinguer le bien du mal au sens large. Si certains principes communs ont influencé l'évolution de tous les grands systèmes juridiques, des facteurs sociaux, religieux, philosophiques et culturels spécifiques ont joué un rôle important dans l'évolution de l'état de droit dans les diverses régions. Le respect mutuel de tous les systèmes juridiques nationaux est une nécessité dans le monde moderne, comme le souligne l'Organisation internationale de droit du développement.

2. Au niveau national, l'état de droit est le fondement d'une société équitable et fonctionnelle et de la protection de l'intérêt général comme des intérêts individuels. En son absence, les débats sur des questions telles que les droits individuels et communautaires, le développement économique et la préservation de l'environnement n'auraient guère de sens. Dans le cadre des discussions sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le programme de développement pour l'après-2015, il ne faut pas oublier que le renforcement de l'état de droit est essentiel au progrès économique. Il faut adopter des approches à long terme afin de renforcer les institutions nationales pour améliorer le tissu économique et social des sociétés.

3. Sri Lanka est indéfectiblement attachée à l'état de droit et a su inscrire sa diversité culturelle, ethnique et religieuse dans le cadre juridique de celui-ci, comme l'attestent les nombreuses dispositions de sa Constitution sur les droits fondamentaux. Ces dispositions permettent aux personnes lésées de saisir

les tribunaux sans l'assistance d'un avocat et elles ont contribué à la promotion et à la protection des droits de l'enfant, à l'autonomisation des femmes et à la protection des groupes minoritaires. D'autres lois protégeant les droits des minorités sont appliquées dans le cadre du système judiciaire.

4. L'intensification récente des efforts faits par la communauté internationale pour lutter contre la menace du terrorisme a mis en lumière combien il était difficile de concilier les impératifs de la sécurité nationale avec les obligations relatives aux droits de l'homme. En utilisant certaines stratégies, par exemple en se servant de civils comme boucliers humains, les groupes terroristes tirent parti de l'obligation de l'état de s'acquitter de ses obligations juridiques internationales même en temps de conflit mortel. Il est impératif que les États coopèrent aux niveaux national, régional et international pour faire face à la menace du terrorisme et éviter de se faire dicter leur conduite par les terroristes. Le monde étant de plus en plus interconnecté, les défis transnationaux ne peuvent que se multiplier, rendant la coopération entre les États et l'élaboration de solutions communes aux problèmes mondiaux plus importantes que jamais.

5. Après le carnage de la Seconde Guerre mondiale, l'Organisation des Nations Unies, soucieuse d'institutionnaliser le multilatéralisme, a joué un rôle critique dans l'établissement d'un ordre international qui a empêché le monde de connaître une nouvelle guerre de proportions mondiales. La clé du succès a été la primauté accordée par la Charte aux principes de la souveraineté nationale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, excepté dans des circonstances clairement définies. Ces deux principes ont servi de rempart à l'ordre international actuel, protégeant les faibles et décourageant l'emploi de la force pour régler les conflits. Toutefois, les dispositifs juridiques internationaux élaborés en réponse à l'équilibre politique et économique mondial qui existait à la fin de la Seconde Guerre mondiale doivent être réexaminés à la lumière des circonstances contemporaines, en particulier compte tenu de la modification de l'équilibre économique mondial.

6. Sri Lanka a efficacement contribué à l'instauration de l'état de droit, comme le montre son rôle dans la codification du droit de la mer. Elle continuera à renforcer l'état de droit dans le cadre de son ordre juridique interne et reste prête à œuvrer au renforcement de l'état de droit au niveau international.

7. **M. Tupouniua** (Tonga), se félicitant que le débat actuel soit axé sur la mise en commun des pratiques des États dans le renforcement de l'état de droit par l'accès à la justice, dit que Tonga est résolue à faciliter l'accès à la justice dans tous les petits États insulaires en développement du Pacifique et à promouvoir un système efficace de règlement des différends aux niveaux régional et national. Elle participe au Programme de développement judiciaire du Pacifique, qui a pour objet de renforcer la gouvernance et l'état de droit dans la région du Pacifique en améliorant l'accès à la justice et l'indépendance de la magistrature. Dans sa phase actuelle, le programme vise à dispenser une formation judiciaire de qualité, à renforcer les tribunaux et à organiser des ateliers de sensibilisation à la violence dans la famille et à la justice des mineurs. Tonga participe également à l'Initiative de promotion de la justice pour les femmes du programme, un projet d'ONU-Femmes, et a pris des mesures décisives pour faciliter la participation des femmes à l'administration de la justice. Elle s'attache également à traduire ses lois en langue autochtone pour faciliter l'accès au droit et à la justice de tous ses nationaux. Ces activités sont considérées comme essentielles pour renforcer l'état de droit au niveau national. La délégation tongane demande à tous les États Membres de faciliter la participation aux niveaux national et régional dans le but d'améliorer l'accès à la justice pour tous et de promouvoir un système judiciaire équitable et juste. Elle demande aussi aux États d'encourager le développement progressif du droit international et sa codification et de s'acquitter de toutes les obligations que leur impose le droit international.

8. Au niveau international, les États ont souligné qu'il importait de maintenir et de développer la coopération au sein de la communauté internationale par le droit international et les trois piliers de l'Organisation des Nations Unies, qui sont directement liés au programme de développement pour l'après-2015 et aux objectifs de développement durable actuellement examinés ainsi qu'à la recherche d'approches multipartites et de partenariats. Certains États ont déclaré qu'il était nécessaire d'adopter une approche plus pragmatique de l'état de droit et de créer un mécanisme de suivi. Des États ont également déclaré que le rôle que jouait le Conseil de sécurité dans le cadre de l'Organisation devait être examiné dans le contexte de l'état de droit. La délégation tongane souscrit à ces vues.

9. Le Conseil de sécurité contribue au développement du droit international en imposant des normes de conduite équitables aux États afin de maintenir la paix et la sécurité internationales. À cet égard, la délégation tongane tient à réitérer son opinion sur les conséquences des changements climatiques, qui risquent d'amener la disparition d'îles et de territoires et de susciter de vastes mouvements de populations, y compris à travers des frontières internationales. La délégation tongane a constaté avec beaucoup d'espoir l'élargissement de la notion de menace à la paix et la sécurité internationales lorsque des questions sanitaires, en particulier l'épidémie récente de la maladie due au virus Ebola, ont été dûment prises en considération par les membres du Conseil et par les États Membres de l'Organisation en général. Le Conseil devrait de même tenir compte de la menace que les changements climatiques risquent de constituer pour la paix et la sécurité internationales et décider de la conduite qui doit être celle des États à cet égard, renforçant ainsi l'état de droit dans ce domaine et contribuant à protéger les parties concernées.

10. Les États Membres ont aussi souligné l'importance de la Cour internationale de Justice et du Tribunal international sur le droit de la mer dans le règlement des différends et le développement du droit international. Ces deux institutions contribuent à développer le droit dans des domaines d'une importance capitale pour Tonga, y compris le droit international de l'environnement et le droit de la mer. Leurs arrêts établissant une norme de diligence en droit international de l'environnement jouent un rôle clé s'agissant des changements climatiques. Leurs avis consultatifs concernant les fonds marins jouent également un rôle important dans la gestion des ressources du fond des océans dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale. Plusieurs tribunaux arbitraux créés en vertu de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ont aussi connu de questions d'une importance cruciale pour Tonga et la gouvernance des océans. Renforcer le rôle de l'état de droit dans ces domaines améliorerait les possibilités de coopération internationale par l'accès à la justice. Les activités de codification et de développement progressif de la Commission du droit international (CDI) dans des domaines tels que la protection de l'atmosphère sont aussi importantes pour Tonga et d'autres États Membres, et la délégation tongane appuie l'étude du sujet par la CDI.

11. **M. Aprianto** (Indonésie) dit qu'en Indonésie l'accès à la justice est un élément important de la mise en œuvre de l'état de droit au niveau national. Il est inscrit dans la Constitution et est l'un des cinq fondements philosophiques de l'État. La justice est un droit de l'homme fondamental accordé par les États à leurs nationaux conformément au principe de l'égalité devant la loi. L'état de droit est à la base de la protection et de la promotion des droits de l'homme et de la justice sociale, qui sont indispensables pour maintenir la cohésion et la stabilité sociales dans les pays multi-ethniques et multiconfessionnels comme l'Indonésie. Le Gouvernement indonésien a indiqué à maintes reprises qu'il était déterminé à améliorer le système juridique du pays et à renforcer l'accès à la justice pour tous les citoyens. L'accès à la justice, au départ une notion simple, à savoir l'accès de la population à des services d'assistance juridique, est devenu une réforme totale de l'ordre juridique indonésien qui tient compte du caractère, des coutumes, des traditions et des valeurs de la population du pays. En 2009, le Gouvernement indonésien a lancé une stratégie nationale d'accès à la justice qui est ensuite devenue un élément important de la stratégie globale de développement national.

12. Deux stratégies critiques doivent être vigoureusement mises en œuvre s'agissant de renforcer l'accès à la justice. La première consiste à renforcer les capacités humaines et institutionnelles afin d'assurer la mise en place d'une culture de respect de l'état de droit et de la justice sociale et de poursuivre la réforme des institutions judiciaires du pays. Il s'agit toutefois d'une activité à long terme nécessitant une éducation et une formation. C'est pourquoi le Gouvernement coopère avec les établissements d'enseignement compétents pour renforcer les valeurs de justice sociale dans le programme des études de droit. Une formation est également dispensée aux responsables de l'application des lois afin de les tenir au courant de l'évolution aux niveaux local, national et international. La mise en commun de pratiques optimales entre fonctionnaires de différents pays est un élément important du programme de formation. De plus, une commission de médiation a été créée en 2000 pour faciliter le dépôt de plaintes contre les institutions de l'État et les sociétés privées participant au service public, ce qui facilite l'accès de la population à la justice.

13. Une seconde stratégie essentielle est celle qui consiste à renforcer la transparence dans le processus

législatif par une participation accrue des diverses parties prenantes, y compris la société civile et les établissements d'enseignement. La transparence est importante non seulement pour maintenir le principe de responsabilité mais également pour que la communauté ait le sentiment d'avoir participé à l'élaboration de telle ou telle loi et pour qu'elle se l'approprie. La Chambre indonésienne des représentants publie donc toujours les projets de loi qu'elle doit examiner. Les tribunaux internes ont aussi pris des mesures pour améliorer la transparence en donnant à la population accès à leurs décisions.

14. De par son expérience, l'Indonésie estime qu'un sentiment de participation et d'appropriation encourage les citoyens à parler pour défendre leurs droits. Pour qu'ils puissent obtenir justice, une législation sur l'assistance juridique a été adoptée, qui permet aux pauvres d'obtenir une telle assistance. Un certain nombre de politiques et d'instruments juridiques prévoient des garanties d'accès à la justice pour les femmes. La ratification de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la création d'une commission nationale contre la violence à l'égard des femmes sont deux exemples de la manière dont en Indonésie les femmes sont protégées contre la discrimination et l'exclusion. L'aspect le plus encourageant des progrès réalisés en ce qui concerne le développement juridique est toutefois la création en 2003 de la Cour constitutionnelle. Depuis cette date, la Cour est l'institution vers laquelle se tournent ceux qui veulent contester une loi qui à leur sens est contraire à la Constitution ou porte atteinte à leurs droits constitutionnels.

15. Au niveau international, trois éléments sont nécessaires à l'état de droit. Premièrement, tous les États doivent être pleinement résolus à maintenir un ordre international fondé sur le droit international et la Charte des Nations Unies. Deuxièmement, tous les principaux organes de l'Organisation et institutions spécialisées des Nations Unies doivent fonctionner, et être perçus comme fonctionnant, conformément aux normes les plus élevées de justice et d'équité. À cette fin, l'Organisation elle-même doit être réformée comme il convient afin de tenir compte des réalités actuelles et de refléter celles du passé. La réforme tant attendue du Conseil de sécurité et la revitalisation de l'Assemblée générale sont vitales. Troisièmement, l'écart entre les engagements pris au niveau

international et leur mise en œuvre au niveau national doit faire l'objet d'un suivi attentif. L'Organisation des Nations Unies occupe une position stratégique pour assister ses États Membres à cet égard.

16. **M. Momen** (Bangladesh), rappelant la définition de l'état de droit donnée par l'Organisation dans le document A/66/749, dit que l'état de droit appelle des mesures propres à assurer le respect des principes de la primauté du droit, de l'égalité devant la loi, de la responsabilité devant la loi, de l'équité dans l'application de la loi, de la séparation des pouvoirs, de la participation à la prise des décisions, de la certitude juridique, du rejet de la subjectivité et de l'arbitraire et de la transparence procédurale et juridique. La justice est la clé de l'état de droit et est indispensable pour garantir les droits et la dignité de tous, et chacun doit pouvoir la demander et y avoir accès, ainsi qu'aux mécanismes établis pour la rendre.

17. L'état de droit aux niveaux national et international est l'une des valeurs fondamentales de l'Organisation des Nations Unies. Grâce au pouvoir normatif universel de l'Assemblée générale, au pouvoir d'exécution du Conseil de sécurité et au pouvoir judiciaire de la Cour internationale de Justice, l'Organisation joue un rôle vital dans la promotion et le renforcement de l'état de droit au niveau mondial. Le corpus de droit international élaboré à l'Organisation fournit le cadre normatif de la promotion et de la préservation de relations pacifiques et amicales entre les nations et doit donc être respecté par tous les États.

18. Le Bangladesh est convaincu que l'état de droit est une condition nécessaire d'une paix durable, de la protection des droits de l'homme et du développement économique et social dans toute société. Ces dernières années, le Gouvernement bangladais a procédé à des réformes administratives, judiciaires et électorales indispensables, notamment en séparant le pouvoir judiciaire du pouvoir exécutif. Il a aussi renforcé la commission de lutte contre la corruption, un organe constitutionnel indépendant, et créé une commission des droits de l'homme pour protéger les droits de tous les citoyens et faire en sorte que les normes internationales en matière de droits de l'homme et de libertés personnelles soient respectées. Une commission de l'information a été créée pour garantir le libre accès de tout citoyen à l'information publique. Des lois adoptées récemment prévoient une assistance aux enfants autistes, garantissent les droits des

personnes handicapées et protègent les femmes et les enfants contre la violence au sein de la famille et la discrimination. Des mesures ont aussi été prises pour faire en sorte que la responsabilité des services de police et de sécurité puisse être engagée et qu'ils opèrent dans le cadre des normes et principes juridiques internationaux.

19. Le Bangladesh est un fervent partisan du règlement des conflits par des moyens pacifiques et non militaires. Pour parvenir à une paix et une stabilité durables, il est nécessaire de cultiver la tolérance, le respect et l'amour d'autrui, sans distinction de couleur, d'origine ethnique ou de religion. La paix est actuellement menacée par des guerres civiles, des soulèvements, l'intolérance religieuse, la criminalité transnationale, le terrorisme, la piraterie, les effets des changements climatiques, les crises financières et énergétiques et l'application partisane des lois, qui mettent plus que jamais en lumière la nécessité d'une application juste et équitable du droit international, du respect de la Charte et du recours à la Cour internationale de Justice pour régler pacifiquement les différends. La délégation bangladaise appuie les efforts faits pour défendre l'égalité souveraine, l'intégrité territoriale et l'idéologie politique de tous les États et pour faire en sorte que ceux-ci s'abstiennent de la menace ou de l'emploi de la force et règlent pacifiquement leurs différends. Étant donné le lien étroit entre l'état de droit et le développement, la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international est essentielle pour assurer une croissance économique soutenue et profitable à tous. Ce lien devrait être consacré dans le programme international de développement pour l'après-2015.

20. **M. Gharibi** (République islamique d'Iran) dit que l'accès à la justice est un droit constitutionnel de tous les citoyens iraniens, et tous ont recours aux tribunaux. Dans les affaires civiles comme pénales, une représentation légale est fournie gratuitement à ceux qui ne peuvent rémunérer un avocat. Pour faciliter l'accès à la justice dans tout le pays, des tribunaux, notamment des tribunaux de la famille et autres tribunaux spécialisés, doivent être créés dans toutes les provinces et toutes les villes. Un réseau électronique permettant aux citoyens d'introduire des instances civiles en ligne a rendu l'accès à la justice beaucoup plus rapide, facile et transparent.

21. Les États doivent faire tout leur possible pour promouvoir l'état de droit au niveau national. Il faut

toutefois reconnaître qu'ils ont le droit souverain d'établir leurs propres modèles en matière d'état de droit et d'administration de la justice et de se doter de systèmes juridiques et judiciaires efficaces et équitables sur le fondement de leurs traditions culturelles, historiques et politiques. Dans ses activités d'assistance dans le domaine de l'état de droit, l'Organisation des Nations Unies doit respecter strictement le principe de la maîtrise nationale. C'est en facilitant l'échange de pratiques optimales qu'elle peut le mieux aider les États Membres. Toute tentative visant à classer les États sur la base d'indicateurs artificiels ne peut qu'aboutir à des résultats négatifs.

22. Il faut accorder davantage d'attention à l'état de droit au niveau international, car les attentes ne sont pas satisfaites. Comme il ressort du rapport du Secrétaire général (A/68/213/Add.1), il existe certaines normes permettant de mesurer l'état de droit au niveau national, mais au niveau international il n'y a que des descriptions générales. Au sein de l'Organisation, le fondement de l'état de droit est le strict respect des buts et principes de la Charte et pourtant, pour certains pays, la menace ou l'emploi de la force demeure la norme dans leurs relations internationales. Un tel comportement devrait être vigoureusement dénoncé. La Sixième Commission devrait continuer de s'efforcer de dégager une conception commune claire de la manière dont il convient de promouvoir l'état de droit au niveau international. Les questions à examiner à cet égard comprennent le recours à l'emploi de la force, la réforme du Conseil de sécurité, les sanctions et l'application extraterritoriale de lois nationales.

23. L'application extraterritoriale et unilatérale de lois nationales par un pays contre un autre est manifestement contraire à l'état de droit au niveau international. De telles actions sont une manifestation évidente d'une politique de puissance mise en œuvre par l'utilisation abusive d'un texte de loi et peuvent dans de nombreux cas être qualifiées de faits internationalement illicites engageant la responsabilité des États concernés, y compris l'obligation de réparer intégralement les préjudices causés aux États ciblés. Les États Membres ne doivent jamais permettre à d'autres États de leur dicter leur conduite par l'application extraterritoriale de leur législation nationale. Le droit international doit être respecté de la même manière par tous les États, et la sélectivité et la pratique consistant à deux poids deux mesures dans

l'application et l'exécution des traités internationaux doivent être rejetées.

24. **M. Koppanyi** (Autriche) dit que le droit international et l'état de droit sont des fondements du système international. Un système international fondé sur des règles claires et prévisibles qui s'appliquent de la même manière à tous les États Membres est une condition essentielle d'une paix durable, de la sécurité, du développement économique et du progrès social. La délégation autrichienne demande à tous les États Membres de promouvoir un ordre international fondé sur l'état de droit et le droit international, avec en son centre l'Organisation des Nations Unies, et de ratifier et d'appliquer tous les accords internationaux pertinents et de régler leurs différends par des moyens pacifiques, y compris en les portant devant la Cour internationale de Justice.

25. L'engagement de la responsabilité et la lutte contre l'impunité en cas de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire sont d'une importance cruciale. Il faut mettre fin aux atrocités massives et leurs auteurs doivent être traduits en justice, notamment dans le cadre des mécanismes internationaux de justice pénale. L'Autriche appuie vigoureusement la Cour pénale internationale et a récemment ratifié les amendements au Statut de Rome de la Cour adoptés lors de la Conférence d'examen qui s'est tenue à Kampala (Ouganda) en 2010; elle encourage les autres États à faire de même. La Cour ne peut s'acquitter de son mandat sans l'appui politique et matériel et la coopération des États Membres. Tous les États doivent également exécuter leurs obligations de coopérer au titre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. S'agissant des régimes de sanctions, des procédures équitables et claires sont nécessaires pour leur mise en œuvre et leur contrôle, dans l'intérêt du renforcement de l'état de droit.

26. Les activités de promotion de l'état de droit doivent être davantage axées sur la prévention des violations des droits de l'homme. À cet égard, la délégation autrichienne rend hommage à l'initiative "Les droits de l'homme avant tout" du Secrétaire général. Elle souligne depuis longtemps l'interdépendance existant entre l'état de droit et la protection des droits de l'homme, qui est reconnue dans la Déclaration de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international (A/RES/67/1), et considère qu'il convient d'intensifier les efforts visant à parvenir

à une ratification universelle des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Elle se félicite du rapport présenté par le Secrétaire général en réponse à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 41 de la Déclaration de la réunion de haut niveau (A/68/213/Add.1) et est prête à contribuer activement aux initiatives de suivi visant à renforcer les liens entre l'état de droit et les trois piliers de l'Organisation des Nations Unies. À cette fin, elle a, en juin 2014, coorganisé avec l'Afrique du Sud et ONU-Femmes une table ronde sur l'accès des femmes à la justice. Les activités de l'Autriche dans le cadre de l'Organisation et sa coopération au développement sont axées sur le renforcement de l'état de droit, y compris l'accès à la justice, et elle se réjouit donc du thème du débat en cours. Elle appuie aussi pleinement les activités du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit et du Groupe de l'état de droit.

27. La bonne gouvernance et l'état de droit aux niveaux national et international sont essentiels pour le développement durable et l'élimination de la pauvreté et de la faim. C'est pourquoi l'état de droit, y compris l'accès à la justice, sera un élément crucial du succès du programme de développement pour l'après-2015 et devrait être plus adéquatement reflété dans l'objectif 16 proposé par le Groupe de travail ouvert sur les objectifs du développement durable (A/68/970). L'état de droit est aussi fondamental pour arriver à une croissance économique profitable à tous et équitable. Tant les petites entreprises que les grandes sociétés sont plus performantes lorsque les lois sont clairement définies, connues de la population et appliquées de manière neutre. À cet égard, la délégation autrichienne rend également hommage à la contribution à la promotion de l'état de droit de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, y compris dans le contexte du commerce international, du développement à long terme, de la prévention des conflits et de la reconstruction au sortir d'un conflit.

28. La corruption est réellement un ennemi du développement et doit être combattue. Elle dissuade les investisseurs et aggrave les inégalités dans les sociétés. La clé du succès est l'éducation et la formation quant aux moyens d'en prévenir les pratiques. L'Académie internationale de lutte contre la corruption qui existe en Autriche dispense une éducation et une formation professionnelle à la lutte contre la corruption ainsi qu'une assistance technique. De plus, l'Autriche promeut la coopération et les échanges entre les cours

constitutionnelles nationales. Le contrôle effectif de la législation nationale par une magistrature compétente et indépendante est la pierre angulaire du respect de l'état de droit au niveau national. En tant que coordonnatrice du Groupe des Amis de l'état de droit, l'Autriche continuera de donner la priorité absolue aux activités de promotion de l'état de droit, non en tant qu'objectif abstrait mais en tant que moyen de protéger les droits et intérêts des individus.

29. *M. Gharibi (République islamique d'Iran), Vice-Président, prend la présidence.*

30. **M. Li Yongsheng** (Chine) dit que la Chine a toujours vigoureusement défendu l'état de droit au niveau international et appuie depuis longtemps son développement progressif. L'année 2014 marque le soixantième anniversaire de la proclamation des Cinq principes de la coexistence pacifique, pour la célébration duquel la Chine, le Myanmar et l'Inde ont organisé une série d'activités. Les participants à ces activités ont souligné que les Cinq principes reflétaient les prescriptions essentielles du droit international: ils représentent les intérêts communs des pays et de la communauté internationale, incarnent les buts et principes de la Charte des Nations Unies et les principes fondamentaux du droit international, jouissent d'un large appui au sein de la communauté internationale en tant que normes fondamentales régissant les relations internationales et ont contribué considérablement à la promotion de la paix, de la stabilité et du développement.

31. Comme l'a souligné le Président de la Chine lors d'une conférence marquant l'anniversaire des Cinq principes, les États devraient promouvoir conjointement l'état de droit dans les relations internationales et utiliser des règles uniformément applicables pour distinguer le bien du mal et promouvoir la paix et le développement. Tous les pays doivent exercer leurs droits conformément aux normes juridiques et s'opposer aux tentatives visant à déformer le droit international et à porter atteinte, au nom de l'état de droit, à la paix et à la stabilité et aux droits et intérêts légitimes des autres États. Un colloque sur le droit international a reconnu l'importance des Cinq principes s'agissant d'orienter les efforts collectifs visant à promouvoir la paix, la sécurité et le développement au plan international et a confirmé que les relations internationales devraient être guidées par les notions de souveraineté, de paix, de progrès pour tous et de justice qu'ils énoncent. Le Gouvernement

chinois a souligné que la Chine continuerait de défendre vigoureusement la souveraineté de l'État, resterait indéfectiblement attachée à la paix et la sécurité internationales et continuerait à promouvoir énergiquement la coopération économique et sociale et le développement et à consolider activement l'ordre international et l'état de droit.

32. Il n'existe pas de modèle et principe unique de l'état de droit. Les pays ont le droit de choisir leurs propres voies en fonction de leur situation nationale. Les activités de promotion de l'état de droit de l'Organisation des Nations Unies devraient être plus ouvertes et transparentes et tenir pleinement compte de l'opinion des États Membres, en particulier des pays en développement. Le Gouvernement chinois attache beaucoup d'importance au rôle de l'état de droit dans l'amélioration de la gouvernance nationale et dans la protection des droits des citoyens chinois. Il a renforcé l'assistance aux victimes d'infractions pénales et amélioré leur indemnisation et est en train d'étudier un système d'assistance dans l'exécution des jugements dans le cadre duquel les tribunaux pourront accorder l'indemnisation voulue à la partie qui a gagné le procès lorsque les deux parties sont économiquement démunies et qu'en conséquence la partie qui a succombé est incapable d'exécuter le jugement. Un système d'assistance juridique faisant intervenir l'État, les avocats et les spécialistes de l'assistance juridique, le personnel des services juridiques communautaires et des volontaires fournit des services juridiques gratuits aux plaideurs connaissant des difficultés financières.

33. La revendication de souveraineté de la Chine sur les îles de la mer de Chine méridionale est pleinement justifiée par un grand nombre de preuves historiques et juridiques. Tout différend devrait être réglé directement par les pays concernés dans le cadre de négociations et de consultations sur la base du respect des faits historiques et du droit international. Telle a toujours été la position de la Chine, et c'est aussi un point d'accord important entre elle et les pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), comme l'atteste la Déclaration sur la conduite des parties en mer de Chine méridionale. Il est regrettable qu'un pays ait manqué à son engagement au titre de cette déclaration. La situation générale actuelle en mer de Chine méridionale est stable, et la Chine s'oppose à toute tentative visant à exagérer les prétendues tensions qui régneraient dans la région.

34. La Chine est prête à examiner des propositions concernant la mer de Chine méridionale, mais ces propositions doivent être bien intentionnées, objectives, impartiales et constructives, et non avancer de nouvelles idées sorties de nulle part, faire deux poids deux mesures, causer de nouveaux troubles et divergences, perturber l'application exhaustive de la Déclaration et mettre en péril les intérêts communs de la Chine et des pays de l'ASEAN. Des actes tels que l'occupation illégale d'îles et de récifs chinois et les activités de construction visant à perpétuer une occupation illégale sont radicalement contraires à l'esprit de l'état de droit. La Chine demeure attachée à l'application intégrale de la Déclaration sur la conduite des parties en mer de Chine méridionale et œuvrera avec les pays concernés pour gérer les divergences d'opinions, promouvoir la coopération maritime et le développement conjoint et faire de la mer de Chine méridionale une mer de paix, d'amitié et de coopération.

35. **M. Aldahhak** (République arabe syrienne), souscrivant aux observations faites la veille par les représentants de Cuba et de la Fédération de Russie en ce qui concerne le rapport du Secrétaire général (A/68/213, Add.1), dit que l'état de droit a, depuis presque sept décennies, constitué le cadre dans lequel les États Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont efforcés de renforcer le respect du droit international et d'établir des normes régissant les relations internationales. L'état de droit est un tout indivisible. Il n'est ni possible ni acceptable d'insister pour qu'il existe uniquement au niveau national ou uniquement dans certains pays tout en ignorant l'état de droit dans d'autres pays ou au niveau international. L'adhésion à l'état de droit exige le respect des principes du droit international et de la Charte des Nations Unies, plus précisément des principes de l'égalité souveraine, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et du règlement pacifique des différends, exige également qu'il soit mis fin aux situations d'occupation et oblige à combattre le terrorisme.

36. Les obstacles à la primauté du droit au niveau international ne sont pas dus à l'absence de mécanismes ou d'instruments internationaux mais bien à la sélectivité, à la pratique consistant à faire deux poids deux mesures et à la politisation des problèmes par certains pays qui cherchent à imposer leur hégémonie et leurs décisions unilatérales à d'autres

pays, y compris par la menace ou l'emploi de la force sans mandat clair du Conseil de sécurité. Ces pays donnent effet à des idées qui servent leurs intérêts nationaux mais ne jouissent pas d'un consensus au sein de la communauté internationale. L'état de droit ne devrait pas consister à ne pas tenir compte des spécificités de la civilisation ou de la culture d'un pays ou d'une région, ni à imposer les normes de certains pays ou à méconnaître les droits fondamentaux des peuples de choisir leur modèle national de gouvernance.

37. Il va sans dire que l'ingérence dans les affaires intérieures d'un État et les attaques contre son intégrité territoriale et sa souveraineté nationale sont contraires à l'état de droit, dont on ne peut attendre qu'il prévale alors que la communauté internationale demeure muette, comme elle le fait depuis des décennies, lorsque les dirigeants de certains États arabes et régionaux dont l'identité est bien connue apportent un appui inconditionnel au terrorisme qui menace la République arabe syrienne et son peuple. Les gouvernements de ces pays fournissent depuis trois ans diverses formes d'appui à des combattants terroristes et des mercenaires étrangers venus du monde entier pour semer la mort et la destruction en République arabe syrienne et propager leurs idées extrémistes, qui n'ont rien à voir avec une quelconque religion ou civilisation ni avec l'humanité. Ils ont permis aux terroristes de gonfler leurs rangs et d'infliger les atrocités les plus barbares et horribles au peuple syrien, à son voisin iraquien et aux citoyens d'autres pays, menaçant la région et l'ensemble du monde.

38. Malheureusement, les organes compétents de l'Organisation n'ont pas tenu compte des faits documentés présentés par la délégation syrienne et ont été sourds à ses demandes tendant à ce qu'ils exhortent ces pays à mettre fin à leur terrorisme et leurs violations du droit international. Fermer les yeux sur les pratiques de ces pays et ne pas en tenir leurs autorités responsables va manifestement à l'encontre de l'attachement au droit international et à l'application des instruments antiterroristes internationaux que professent certains pays.

39. L'état de droit est incompatible avec l'imposition de mesures coercitives unilatérales à d'autres pays. L'Organisation a déclaré à maintes reprises que de telles mesures étaient illicites, et pourtant des mesures de ce type affectent négativement la vie des Syriens, les empêchant de satisfaire leurs besoins quotidiens, y

compris l'accès à l'alimentation, à des soins de santé et au carburant. À l'évidence, l'état de droit ne peut prévaloir tant que le Golan syrien et d'autres territoires arabes demeurent occupés, ni tant que les autorités d'occupation continuent de commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité contre le peuple palestinien, ni tant que la communauté internationale demeure muette face à l'appui apporté à Israël et à des organisations terroristes opérant dans la zone de séparation, qui ont attaqué à maintes reprises le personnel de la Force des Nations Unies chargé d'observer le dégagement. Il n'y aura pas de justice tant que les gouvernements qui soutiennent les terroristes ne seront pas amenés à rendre des comptes.

40. Les États Membres doivent se conformer aux dispositions du droit international et aux buts et principes de la Charte et s'abstenir de tout acte susceptible de menacer la paix et la sécurité internationales. L'assistance technique fournie dans le domaine de l'état de droit ne doit pas être utilisée comme moyen de pression politique ni comme prétexte pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'un État ou menacer sa souveraineté.

41. **M. Sousa Bravo** (Mexique) dit que sa délégation se joint à d'autres pour demander un examen approfondi des recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général sur le renforcement et la coordination de l'action des Nations Unies dans le domaine de l'état de droit (A/68/213/Add.1). La dimension internationale de l'état de droit est un aspect essentiel de tout débat sur le sujet, et la délégation mexicaine aurait souhaité que davantage d'attention lui soit accordée dans le rapport. L'état de droit confère prévisibilité et légitimité à l'action des États, renforce leur égalité souveraine et constitue le fondement de la responsabilité de l'État envers tous les individus. Il est aussi indispensable au développement et, comme indiqué dans la Déclaration de la réunion de haut niveau (A/RES/67/1), est étroitement lié aux droits de l'homme et à la démocratie et est parmi les valeurs et principes fondamentaux et universels de l'Organisation des Nations Unies.

42. Bien que la délégation mexicaine soit consciente de la complexité du débat sur le sujet et de la multitude d'idées que recèlent les diverses positions, elle ne peut faire siennes les objections à un débat structuré, exhaustif et tourné vers l'avenir. L'état de droit est un sujet transversal qui touche à divers aspects de l'activité de l'Assemblée générale et des autres

principaux organes de l'Organisation, et il n'est donc pas possible de limiter son examen à la Sixième Commission, comme l'ont montré les négociations du Groupe de travail ouvert sur les objectifs du développement durable, en particulier les discussions complexes sur l'objectif 16, relatif à l'état de droit, que celui-ci propose. La délégation mexicaine se réjouit de l'inclusion du concept dans cet objectif et les objectifs connexes, même si elle aurait préféré un énoncé plus ambitieux de l'engagement de la communauté internationale, en particulier pour ce qui est des droits de l'homme. Elle s'efforcera de renforcer cet engagement dans le cadre des délibérations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015.

43. Les éléments soulignés par le Secrétaire général dans son rapport constituent un bon point de départ pour le débat sur la question. Ce n'est pas la première fois que l'Assemblée générale doit faire face à un sujet controversé sur lequel les divergences d'opinions sont marquées. Par le passé, un certain nombre d'outils ont été utilisés pour examiner des questions complexes présentant de multiples aspects, et la délégation mexicaine estime que les mêmes outils devraient être utilisés aux fins du débat en cours.

44. En ce qui concerne la question des pratiques nationales en matière de renforcement de l'état de droit par l'accès à la justice, le Mexique, comme beaucoup d'autres, est confronté à des difficultés majeures. En l'absence d'institutions modernes et efficaces, il est impossible de maintenir un état de droit solide, dans le cadre duquel les lois sont appliquées sans exception ni retard, et où chacun, et en particulier les plus vulnérables, a accès à la justice. Le Mexique est en train de mettre en place un nouveau système contradictoire de justice pénale dans le but de faire face aux problèmes les plus urgents de l'appareil judiciaire. Un nouveau code de procédure pénale facilitera l'application uniforme de critères judiciaires, ce qui renforcera la certitude et la sécurité juridiques dans l'exercice de l'action pénale et l'administration de la justice. Dans le même temps, le Gouvernement fait des efforts intenses pour renforcer les capacités et promouvoir les droits de l'homme dans les organes judiciaires nationaux, conformément aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le Mexique est partie. Le Bureau du Procureur général est en train d'être restructuré et réorganisé afin de lui conférer la pleine autonomie juridique.

45. La délégation mexicaine partage l'opinion de ceux qui ont souligné l'importance de l'appropriation nationale: les processus liés à l'état de droit doivent être dirigés par les États Membres. Les engagements, d'un nombre supérieur à 400, pris par les États durant la Réunion de haut niveau sur l'état de droit offrent de nombreuses possibilités de promouvoir l'état de droit et constituent également un registre précieux de données d'expérience aux niveaux national comme international. Le Mexique est prêt à partager son expérience à cet égard, notamment par les activités qu'il mène pour promouvoir le Traité sur le commerce des armes, qui entrera bientôt en vigueur. La délégation mexicaine a l'intention d'organiser une réunion consacrée à ces engagements et d'inviter les États Membres à y participer, le but étant de partager des données d'expérience et des pratiques optimales en matière de renforcement et de promotion de l'état de droit aux niveaux national et international.

46. **M^{me} Woldeyohannes** (Érythrée) dit que, tout en attachant beaucoup d'importance au thème du débat actuel, la mise en commun des pratiques nationales dans le renforcement de l'état de droit, sa délégation est fermement convaincue qu'il faut accorder davantage d'attention à la dimension internationale de l'état de droit. Ce n'est qu'en renforçant l'état de droit et la justice au niveau international qu'il sera possible de relever les défis dans les domaines de la sécurité mondiale, des droits de l'homme et du développement et de parvenir à la paix et à la sécurité aux niveaux national, régional et international. La mise en place de systèmes judiciaires indépendants, efficaces et compétents est à la base des efforts que déploie le Gouvernement érythréen pour renforcer l'état de droit au niveau national. Dans le même temps, la protection de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de l'Érythrée contre l'agression, l'occupation, les sanctions injustifiées et l'attitude belligérante de puissances hostiles est au premier rang de ses priorités.

47. La résolution sans équivoque de l'Érythrée de parvenir à une société pacifique et ouverte par l'accès à la justice pour tous doit être évaluée à la lumière des énormes difficultés auxquelles est confronté le processus d'édification de la nation. Le Gouvernement a plusieurs priorités principales, y compris une participation plus large de la communauté au processus judiciaire dans le cadre de tribunaux communautaires qui améliorent l'accès de la population à la justice à un

moindre coût, facilitant ainsi cet accès pour les pauvres. Des lois récemment promulguées qui modifient la compétence des tribunaux, affinent les règles procédurales et améliorent l'exécution des jugements ont encore amélioré l'accès des citoyens aux services judiciaires au sein de leur communauté. L'Érythrée collabore étroitement avec l'Organisation des Nations Unies, notamment dans le cadre d'un partenariat de coopération stratégique, pour renforcer son système judiciaire compte tenu de ses besoins et priorités, l'accent étant mis sur l'appropriation locale et nationale.

48. Les mesures prises pour autonomiser les femmes comprennent l'incrimination des mutilations génitales féminines et du mariage des mineures. Le droit des femmes à la propriété foncière et à bénéficier d'un salaire égal pour un travail égal a été consacré dans la loi, et 30 % des sièges du Parlement sont réservés aux femmes. Pour remédier à l'insuffisance de la représentation des femmes dans les professions juridiques, de nouveaux centres de formation ont été ouverts et une politique mise en œuvre prescrivant qu'un poste de juge communautaire sur trois soit occupé par une femme. Dans le cadre de la politique du Gouvernement visant à autonomiser les jeunes, l'organe exécutif de l'Union nationale des femmes érythréennes comprend de jeunes érythréennes parmi ses membres. Afin d'améliorer la justice sociale et de promouvoir le développement durable, des efforts ont été faits pour garantir la sécurité alimentaire, améliorer la santé et l'éducation et réduire les disparités entre les populations rurales et urbaines par la construction de routes, de barrages, d'écoles, de centres de soins et d'hôpitaux.

49. **M. Šćepanović** (Monténégro) dit que l'état de droit est l'un des fondements de la prospérité partagée. Il est aussi vital pour la responsabilité gouvernementale, l'accès à la justice et la protection des droits de l'homme. Le non-respect de l'état de droit est une préoccupation répandue. Tous les pays ont la responsabilité de renforcer l'état de droit et de promouvoir les droits de l'homme, et l'Organisation des Nations Unies a la responsabilité d'appuyer adéquatement et efficacement leurs efforts. En tant que pays dont la société et l'économie sont ouvertes, le Monténégro accorde une attention particulière à l'état de droit aux niveaux national et international. L'appropriation nationale des activités dans le domaine de l'état de droit, le respect du droit international et

l'incorporation et l'application des normes internationales dans l'ordre juridique interne sont parmi ses principaux objectifs.

50. Si l'état de droit n'est pas fort au niveau national, il sera difficile de le renforcer au niveau international, car ces deux dimensions sont inextricablement liées. Les États peuvent contribuer à l'état de droit au niveau international en renforçant ses liens avec les droits de l'homme, la paix et la sécurité. Le Monténégro est donc résolu à appuyer les initiatives de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union européenne en matière d'état de droit, y compris les opérations de maintien de la paix et la formation des membres de la police et de l'appareil judiciaire. Il est aussi attaché à la codification de l'état de droit au niveau international par la poursuite du développement du droit international et est convaincu que l'Organisation des Nations Unies dispose d'outils adéquats à cet effet.

51. Le respect de l'état de droit est l'un des fondements et une condition préalable des relations internationales, de la coexistence pacifique, de la stabilité et du développement. Les mécanismes de règlement pacifique des différends et les instruments de droit international sont utiles au maintien de la paix et de la sécurité internationales et de l'état de droit et de la justice aux deux niveaux. La délégation du Monténégro est consciente du rôle important que jouent la Cour pénale internationale et les autres tribunaux internationaux dans la lutte contre l'impunité et appuie vigoureusement la coopération avec toutes ces institutions, en particulier le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie.

52. L'état de droit et un secteur de la justice pleinement fonctionnel favorisent une croissance et un développement profitables à tous. L'accès impartial à la justice et la lutte contre l'impunité sont aussi des éléments essentiels du lien entre l'état de droit et le développement, qui se renforcent mutuellement. Les droits de l'homme et l'état de droit doivent figurer dans le programme de développement pour l'après-2015 en tant qu'éléments essentiels et qu'objectifs en eux-mêmes. Améliorer l'accès à la justice, lutter contre la violence, promouvoir les droits de l'homme et veiller à l'efficacité, l'équité et la responsabilité des institutions constituent des défis pour tous les pays, pays seulement les pays en développement, et la délégation du Monténégro se félicite donc que le programme pour l'après-2015 soit conçu pour s'appliquer aux pays pauvres comme aux pays riches.

Tous les gouvernements doivent s'efforcer de répondre aux besoins et préoccupations des populations qu'ils ont la charge de servir; la participation des acteurs de la société civile doit être encouragée et un contrôle démocratique de la mise en œuvre de l'état de droit mis en place.

53. **M. Rao** (Inde) dit que sa délégation sait gré à l'Organisation des Nations Unies de l'assistance qu'elle fournit aux pays les moins avancés et autres pays en développement aux fins de la promotion de l'état de droit en établissant ou renforçant les institutions et pratiques acceptables pour ces pays. Il importe toutefois de noter que l'élaboration des lois au niveau national relève exclusivement du domaine souverain du législateur national. On peut aussi relever qu'il n'y a pas de définition convenue de l'expression "état de droit".

54. La Déclaration de la réunion de haut niveau sur l'état de droit réaffirme le devoir de tous les États de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques. Elle souligne aussi qu'il importe de continuer de s'efforcer de réformer le Conseil de sécurité. La délégation indienne estime essentiel de réformer le Conseil le plus tôt possible afin qu'il soit largement représentatif, efficace et transparent. Elle demande à la communauté internationale d'observer l'état de droit au niveau international. Il y a depuis longtemps un déficit d'état de droit dans les institutions de la gouvernance globale, en particulier au sein des institutions et organes des Nations Unies, qui ne sont ni représentatifs ni transparents, ce qui suscite des doutes quant à leur légitimité. Les pays en développement devraient pourvoir réellement se faire entendre et participer à la prise de décisions au niveau mondial, et les institutions internationales devraient refléter pleinement les réalités contemporaines et les normes de l'état de droit pour pouvoir relever efficacement les défis mondiaux.

55. Quant au thème du débat de la session en cours, la délégation indienne souscrit à l'idée que des systèmes judiciaires indépendants, efficaces et compétents constituent le fondement de l'état de droit, en ce qu'ils fournissent des moyens pacifiques et légitimes de régler les conflits, assurent l'application du principe de responsabilité et permettent une réparation. La Constitution indienne vise à assurer la justice sociale, économique et politique à tous les citoyens et garantit les libertés et droits fondamentaux de ceux-ci, y compris le droit à la vie et à la liberté,

l'égalité devant la loi et l'égale protection de la loi, la protection contre les détentions arbitraires et la liberté d'expression, d'association et de religion. Un autre droit important est le droit à réparation, y compris le droit de saisir la Cour suprême, en cas de violation d'une liberté ou d'un droit fondamental. La Constitution garantit aussi aux individus l'accès aux hautes cours de chaque État pour obtenir réparation des violations de leurs droits juridiques. De plus, elle garantit à chacun le droit à ce que sa cause soit entendue dans le cadre d'un procès public équitable devant une cour ou un tribunal indépendant ou une autre instance impartiale. Pour assurer à tous l'accès à la justice sur un pied d'égalité, la Constitution prévoit qu'une assistance juridique gratuite doit être fournie aux pauvres et aux plus défavorisés. Une loi donnant effet à cette disposition a été adoptée en 1987.

56. La magistrature indienne a, par ses décisions judiciaires et son action, défendu l'essence des dispositions constitutionnelles garantissant l'accès à la justice pour tous. La Cour suprême et les hautes cours ont dans plusieurs affaires confirmé qu'il ne pouvait y avoir aucune dérogation aux droits fondamentaux conférés par la Constitution, en particulier le droit à la vie et à la liberté, à l'égalité et à la protection contre la discrimination, ainsi qu'au droit d'accès à la justice. La Cour suprême a aussi pris des mesures dynamiques pour promouvoir l'accès à la justice en assouplissant les règles traditionnelles régissant l'intérêt à agir et les règles procédurales en considérant qu'en matière de droits fondamentaux une pétition ou une simple lettre reçue d'un particulier ou d'un organe agissant dans l'intérêt général constituait une demande introductive d'instance en bonne et due forme. Le cas échéant, la Cour a nommé des commissaires ou organes spécialisés pour établir les faits.

57. En ce qui concerne le rapport du Secrétaire général sur le renforcement des liens entre l'état de droit, les droits de l'homme, la paix et la sécurité et le développement (A/68/213/Add.1), un débat exhaustif et approfondi devrait être organisé sur les outils et modèles proposés dans ce rapport. Ce débat devrait avoir lieu essentiellement à la Sixième Commission.

58. **M^{me} Zarrouk Boumiza** (Tunisie) dit que la Tunisie demeure prête à coopérer avec les institutions des Nations Unies dans le domaine de l'état de droit sur la base de la transparence et d'un dialogue constructif. Elle honore les obligations que les instruments internationaux auxquels elle est partie lui

imposent et est résolue à faire en sorte que ses lois soient conformes aux normes et principes internationaux relatifs à l'état de droit. La Tunisie continuera de participer au renforcement de tous les mécanismes nécessaires pour défendre les valeurs universelles des droits de l'homme conformément à la Déclaration de la réunion de haut niveau sur l'état de droit. Elle a par exemple proposé la création d'une cour constitutionnelle internationale chargée d'aider les nations récemment libérées dans des domaines tels que l'élaboration d'une constitution et la prévention de l'exercice du pouvoir par la force. Cette proposition était bien accueillie dans les milieux universitaires, et la délégation tunisienne espère qu'elle recueillera l'appui des États Membres.

59. Au niveau national, la Tunisie a récemment ratifié une nouvelle Constitution qui garantit les droits et libertés individuels et collectifs et pose les fondements d'une véritable démocratie. L'une de ses plus importantes dispositions concerne la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la magistrature. La nouvelle Constitution crée également une cour constitutionnelle, habilitée à se prononcer sur la constitutionnalité des lois nationales et ainsi à protéger les libertés et les droits des citoyens. De plus, la Tunisie a fait d'importants progrès en matière de justice transitionnelle, notamment en adoptant en décembre 2013 une nouvelle loi établissant une instance Vérité et Dignité chargée d'enquêter sur les violations graves des droits de l'homme, de déterminer le sort des victimes et d'octroyer des réparations pour le préjudice subi.

60. **M. Shava** (Zimbabwe) dit que le lien entre le développement, la paix et la sécurité, les droits de l'homme et l'état de droit est indissoluble. L'état de droit au niveau international est essentiel pour le développement socioéconomique et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La Charte des Nations Unies est le fondement de l'état de droit, et les relations entre les États doivent être guidées par ses principes, y compris l'égalité souveraine des États, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, la non-agression, la coexistence pacifique et le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. L'Organisation des Nations Unies doit continuer de défendre la cause de l'autodétermination afin que les peuples qui continuent de vivre sous l'occupation et la sujétion puissent être libérés et jouir de l'intégralité de leurs droits.

61. Comme l'indique la Déclaration de la réunion de haut niveau, les États doivent s'abstenir de la menace ou de l'emploi de la force, qui porte atteinte au développement, à la paix, à la sécurité, aux droits de l'homme et à l'état de droit. Des événements récents ont largement démontré que les interventions autoritaires n'amènent pas toujours des solutions durables; au contraire, elles occasionnent souvent des pertes en vies humaines, détruisent les infrastructures économiques et sociales et créent une instabilité, laissant les civils innocents dans le désarroi. La Déclaration prescrit également aux États d'éviter de recourir à des sanctions punitives et autres mesures unilatérales contre d'autres États. Il est malheureusement regrettable que des États puissants continuent de recourir à de telles mesures contre des États plus faibles dans la poursuite d'objectifs politiques étroits. Le Zimbabwe et un certain nombre d'autres pays en développement continuent de souffrir de telles sanctions unilatérales injustifiées. Alors que les États Membres œuvrent à la définition du cadre du programme de développement pour l'après-2015, il faut espérer que les efforts des pays en développement ne continueront pas à être entravés par des sanctions économiques unilatérales et d'autres mesures coercitives.

62. La délégation zimbabwéenne appuie l'action internationale menée pour mettre fin à l'impunité et amener les responsables d'atrocités à rendre des comptes. Elle est toutefois préoccupée par le fait que la justice pénale internationale opère de manière sélective, en ne prenant pour cible que des pays faibles du monde en développement, principalement en Afrique, érodant ainsi la confiance qui lui est accordée. Pour que ce système soit crédible, il doit être perçu comme s'appliquant universellement et également à tous.

63. Au niveau national, le Zimbabwe est attaché à l'état de droit et à la bonne gouvernance et au renforcement du principe de responsabilité et des institutions judiciaires. Sa nouvelle Constitution souligne la séparation des pouvoirs et renforce l'indépendance de la magistrature. Toutes les lois nationales sont en train d'être mises en conformité avec la nouvelle Constitution. Plusieurs organes indépendants, y compris des commissions des droits de l'homme, de lutte contre la corruption et des médias, protègent les droits et intérêts des citoyens et contribuent à renforcer encore l'état de droit.

64. La délégation zimbabwéenne souscrit à l'idée de mettre en commun les pratiques nationales de renforcement de l'état de droit et de la justice et considère que l'Organisation des Nations Unies est l'une des instances les mieux placées pour la mise en commun des pratiques optimales et le renforcement des capacités dans le cadre d'une coopération réelle. Le Zimbabwe est attaché à la coopération fondée sur la compréhension et le respect mutuels. En tant que petit pays, il compte sur l'état de droit pour sa protection contre les actions arbitraires des riches et des puissants et estime que l'harmonie des relations entre les États et le développement national ne peuvent être garantis que par le multilatéralisme, le dialogue et la coopération, et non par la force et la coercition.

65. **M. Gumende** (Mozambique) dit que la session en cours se déroule à un moment où les principes et les valeurs qui sous-tendent l'état de droit aux niveaux national et international sont sérieusement battus en brèche. Le débat en cours est une occasion pour les États Membres de réaffirmer leur détermination à promouvoir la culture de la légalité et la primauté du droit sur la base du respect intégral des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et du droit international en tant que condition préalable de la paix, de la stabilité, du développement socioéconomique et de la coexistence pacifique. La délégation mozambicaine approuve le rôle que joue l'Organisation des Nations Unies en tant que gardienne des dispositifs juridiques internationaux dans la promotion du respect universel de ces principes et du droit international.

66. La communauté internationale devrait poursuivre la codification et le développement progressif du droit international, en accordant une attention particulière à la promotion et la ratification, ainsi qu'à l'application intégrale, des principaux traités, tout en reconnaissant que certains États Membres peuvent avoir besoin d'un appui à cette fin. Un hommage particulier doit être rendu à la Commission du droit international et à la Sixième Commission pour le rôle qui est le leur dans l'élaboration et la diffusion des traités internationaux. La délégation mozambicaine souligne le rôle croissant des institutions internationales dans la défense de l'état de droit et prend note de la promesse de l'Organisation des Nations Unies d'être à l'avant-garde de la lutte contre l'impunité. Elle appuie les activités du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit et du Groupe de l'état de droit s'agissant de coordonner les activités de l'Organisation dans ce domaine. L'appui

qu'apporte celle-ci et ses programmes de formation, ainsi que sa cérémonie annuelle des traités, méritent également d'être mentionnés.

67. Au niveau national, le Mozambique demeure résolu à promouvoir le respect de l'état de droit, notamment en veillant à la mise en œuvre au plan interne des obligations internationales et en renforçant ses institutions démocratiques, notamment par une réforme de l'appareil judiciaire visant à protéger les droits de l'homme et à assurer une administration effective de la justice. Le Gouvernement estime que la bonne gouvernance et le respect de l'état de droit contribueront au développement socioéconomique, garantiront la participation effective de la population à la prise des décisions et assureront le respect des droits de l'homme, consolidant ainsi la paix et la stabilité au niveau national.

68. Afin de relever les défis de l'évolution d'un système politique démocratique et de renforcer l'état de droit, la Constitution du Mozambique a été révisée en vue de renforcer les principes fondamentaux de la bonne gouvernance, y compris la liberté d'expression, la liberté d'adhérer à un parti politique et le respect des libertés et droits fondamentaux des citoyens. Afin de garantir à tous le droit constitutionnel d'égalité devant la loi, des mesures ont été prises pour renforcer le rôle des institutions de contrôle, y compris la Cour constitutionnelle, le Bureau du Procureur général, l'Office de lutte contre la corruption et la Commission parlementaire chargée de recevoir des plaintes ainsi que la Commission des droits de l'homme récemment créée. Le Bureau du Médiateur est également en train d'être doté des pouvoirs nécessaires afin de renforcer les garanties individuelles et de responsabiliser le Gouvernement et l'administration publique. Des progrès significatifs ont été réalisés dans la réforme juridique, dans la mise en valeur et la formation des ressources humaines et dans la création d'infrastructures.

69. L'état de droit est d'une importance capitale dans la lutte contre la corruption, qui est l'un des obstacles au maintien de la confiance de la population et à la promotion de la responsabilité, de la légitimité et de la transparence dans la gestion des affaires publiques. L'action menée pour la combattre a consisté à renforcer les lois anticorruption existantes et à en adopter de nouvelles, y compris une loi sur la probité des agents de l'État visant à empêcher ceux-ci, y compris les politiciens, de détourner les deniers publics et de tirer

profit de leur position. Cette loi vise également à encourager une conduite conforme à la morale et à consolider les bonnes pratiques au sein de l'administration publique. Afin de promouvoir la bonne gouvernance et le principe de responsabilité, des audits indépendants du budget de l'État sont effectués chaque année et leurs conclusions présentées au Parlement. De plus, pour prévenir le détournement des ressources publiques et garantir la protection des droits des citoyens, des tribunaux administratifs ont été créés dans chaque province. Toutes les réformes constitutionnelles, démocratiques et judiciaires ont été précédées par des consultations publiques, qui ont permis aux citoyens, politiciens, représentants de la société civile et autres parties prenantes de participer au processus de prise des décisions.

70. **M. Sargsyan** (Arménie), après avoir exprimé sa gratitude au Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit et au Groupe de l'état de droit pour leurs activités, dit que, alors que l'Organisation se prépare à lancer son programme de développement pour l'après-2015, il importe de renforcer les liens entre l'état de droit et les trois piliers que constituent la paix et la sécurité, les droits de l'homme et le développement. La délégation arménienne considère que les processus nationaux et mondiaux dans le domaine de l'état de droit se renforcent mutuellement et, tout en reconnaissant l'importance de l'appropriation nationale des activités dans ce domaine, considère que la notion d'état de droit au niveau international doit aussi être renforcée.

71. L'Arménie appuie vigoureusement les efforts faits pour renforcer le système de justice internationale, qui est fondamental pour le règlement pacifique des différends et la promotion de l'accès à la justice. Dans ce contexte, il importe de rappeler que tous les États ont l'obligation de s'abstenir de la menace ou de l'emploi de la force d'une manière incompatible avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies, de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques et de maintenir la paix, la sécurité et la justice au niveau international. L'Arménie, une nation qui a été victime du premier génocide du XX^e siècle et continue d'être confrontée au déni de cette horreur, réaffirme qu'elle appuie vigoureusement la lutte contre l'impunité dans le cas des crimes les plus graves, y compris le génocide et les crimes contre l'humanité. Il y a davantage de risques que ces crimes se produisent lorsque les

mécanismes judiciaires internationaux sont inefficaces et que l'intégrité des systèmes judiciaires nationaux est sérieusement compromise.

72. La délégation arménienne souscrit à l'idée que les droits de l'homme, y compris le droit des peuples à l'autodétermination, l'état de droit et la démocratie se renforcent mutuellement et font partie des valeurs et principes fondamentaux de l'Organisation, qui sont universels et indivisibles. Elle est aussi convaincue que l'état de droit ne peut être promu efficacement au niveau international que s'il est solidement établi au niveau national. La Constitution arménienne garantit l'égalité de tous devant la loi et l'égalité dans l'accès à la justice.

73. Depuis qu'elle a recouvré son indépendance, l'Arménie a reconnu qu'une large réforme et un renforcement des institutions de l'administration publique étaient nécessaires pour mettre en œuvre, sous l'impulsion du secteur privé, le programme de croissance économique du pays. L'un des éléments de ce processus a été la mise en place d'une magistrature plus efficiente, efficace et indépendante afin de mieux servir les citoyens, garantir l'exécution des contrats et encourager les activités commerciales et les investissements. On peut citer, parmi les réformes juridiques, la création, dans le cadre de la Constitution de 1995, d'une structure à trois niveaux pour les tribunaux de droit commun. La réforme judiciaire est entrée dans sa seconde phase en 2005, avec un amendement constitutionnel visant à réduire le rôle dominant de la présidence dans le système judiciaire et à renforcer l'indépendance de la magistrature. Un code judiciaire adopté en 2007 a encore réorganisé les tribunaux et introduit une doctrine analogue à l'autorité de la chose jugée dans les systèmes de droit commun.

74. Un large débat public est en cours depuis 2013 en vue d'examiner la nécessité de nouvelles réformes constitutionnelles visant à améliorer encore la gouvernance et à renforcer la transparence et le principe de responsabilité. La réforme judiciaire demeure une priorité. Le Gouvernement, en collaboration étroite avec ses partenaires internationaux, s'est employé ces dernières années à renforcer la capacité institutionnelle de l'ordre des avocats, à améliorer la qualité de l'enseignement du droit, à promouvoir un environnement propice à une protection effective des droits de l'homme et à familiariser les magistrats avec les juridictions

internationales, y compris la Cour européenne des droits de l'homme.

75. **M. Koroma** (Sierra Leone) dit que le strict respect de la notion globale d'état de droit est l'un des baromètres utilisés pour déterminer si un État est socialement, économiquement et politiquement progressiste. La définition globale de l'état de droit figurant dans le rapport du Secrétaire général sur la justice transitionnelle dans les sociétés en proie à un conflit ou sortant d'un conflit (S/2004/616) développe les principes fondamentaux sur lesquels repose la Charte des Nations Unies et pose les fondements de pratiques optimales pour les États. La Sierra Leone s'efforce de donner rigoureusement effet aux principes de l'état de droit aux niveaux national et international. Elle a acquis une expérience de première main des formidables bienfaits du respect de l'état de droit, de la démocratie, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance, valeurs et principes fondamentaux qui souvent séparent les pays du point de vue du degré de développement.

76. Sur une brève période, la Sierra Leone a connu une transformation phénoménale: alors qu'elle était un État fragile dévasté par 11 ans de guerre civile, elle est devenue un pays stable et résilient dont la croissance économique est l'une des plus rapides du monde. Elle a organisé des élections générales successives dont des observateurs internationaux ont applaudi la liberté, la régularité et la crédibilité et qui ont ouvert la voie à une passation des pouvoirs sans heurts et pacifique. La paix et la sécurité s'améliorent, les sanctions imposées par le Conseil de sécurité ont été levées et la Sierra Leone est maintenant considérée comme un succès de l'Organisation des Nations Unies. Bien que l'épidémie d'Ebola que connaît la région ait ralenti les progrès et menace certains acquis, le représentant de la Sierra Leone est convaincu que si la communauté internationale continue d'aider son pays, celui-ci survivra à la maladie.

77. Le Gouvernement a pris plusieurs mesures audacieuses pour promouvoir l'état de droit, y compris en créant un comité représentant tous les secteurs de la société pour réviser la Constitution. Il faut espérer que ce comité pourra lever les ambiguïtés des dispositions constitutionnelles. Ses conclusions seront présentées au Parlement et un référendum sera organisé à l'issue de ses travaux. L'une des questions les plus vivement débattues est celle du moratoire constitutionnel sur la peine de mort, qui ne peut être amendé que par

référendum. La révision constitutionnelle était une disposition importante de l'Accord de paix de Lomé de 1991 et également une des principales recommandations de la Commission Vérité et Réconciliation.

78. Des mesures courageuses ont été prises pour réformer la police et autres institutions du secteur de la sécurité ainsi que la magistrature. L'accès à la justice a été amélioré à tous les niveaux de l'appareil judiciaire. Les organisations de la société civile ont été très actives dans la promotion d'un système d'assistance juridique garantissant à chacun une représentation légale en matière civile comme pénale. Un certain nombre de grands programmes ont été lancés avec l'appui des partenaires internationaux et de l'Organisation des Nations Unies afin de renforcer l'état de droit, y compris l'accès à la justice. Des lois ont été votées pour répondre aux besoins spécifiques des groupes vulnérables, notamment des lois visant à protéger les personnes handicapées, les enfants et les victimes d'infractions sexuelles.

79. L'état de droit demeurera en péril tant que la pauvreté extrême existera, qu'il n'y aura pas de transparence et que la responsabilité des agents de l'État ne pourra être engagée. Dans le cadre des efforts faits pour éliminer la pauvreté extrême et soutenir le développement socioéconomique, le Parlement a en 2008 adopté une nouvelle loi anticorruption qui permet à la commission nationale de lutte contre la corruption de poursuivre tout ministre ou haut fonctionnaire sans avoir à saisir le Procureur général ou le Ministre de la justice. Le Président et tous les hauts responsables sont tenus de déclarer leur patrimoine à intervalles réguliers tant qu'ils sont en fonction. Des améliorations sont toutefois possibles dans le système judiciaire et l'administration de la justice en général, et la lutte contre la corruption doit se poursuivre.

80. Au niveau international, la Sierra Leone s'efforce d'exécuter rigoureusement ses obligations et reconnaît qu'elle ne pourra survivre si elle ne lie pas ses buts, objectifs et aspirations en matière de développement au développement de l'ensemble des peuples du monde. Elle continuera d'appuyer l'Organisation et d'œuvrer avec elle ainsi qu'avec les organisations régionales et sous-régionales à la promotion de la paix et de la sécurité mondiales et à l'avènement d'un monde dans lequel l'intégrité territoriale et la souveraineté de tous les États et les droits fondamentaux de tous les

individus sont respectés par les autres nations. Elle œuvrera aussi pour qu'il soit mis fin au colonialisme dans les territoires qui demeurent non autonomes et continuera de promouvoir la position africaine en ce qui concerne la réforme de l'Organisation des Nations Unies, en s'efforçant de parvenir à un accord ouvrant la voie à un Conseil de sécurité inclusif, uni, transparent et responsable. Elle continuera d'appuyer et de renforcer la Cour pénale internationale dans la lutte contre l'impunité et appuiera toutes les initiatives de l'Organisation des Nations Unies visant à faire en sorte que les États s'acquittent de leur responsabilité de protéger leurs citoyens. Elle demeurera fidèle à l'Acte constitutif de l'Union africaine et aux protocoles de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest relatifs à la paix, la démocratie et la stabilité et appuiera toutes les initiatives de l'Union africaine visant à promouvoir les principes et institutions démocratiques et les droits de l'homme.

81. La délégation sierra-léonaise affirme qu'il existe un lien entre l'état de droit aux niveaux national et international et le développement mondial. L'état de droit est un catalyseur pour la paix, la stabilité, le développement durable et la résilience. État sortant d'un conflit, la Sierra Leone souscrit à l'objectif 16 proposé dans le rapport du Groupe de travail ouvert sur les objectifs du développement durable (A/68/970). La nécessité d'institutions pacifiques et compétentes devrait être reconnue comme un objectif autonome dans la liste finale des priorités du programme de développement pour l'après-2015.

82. **M^{me} Kanchaveli** (Géorgie) dit que l'état de droit est un des fondements de la paix et de la sécurité, du développement et du respect des droits de l'homme aux niveaux national et international. Le règlement pacifique des différends internationaux est l'un de ses principaux éléments au niveau international. Il est vital d'élargir le champ des différends internationaux pouvant être portés devant la justice pour améliorer l'efficacité des institutions internationales telles que la Cour internationale de Justice, qui joue un rôle clé dans le règlement pacifique des différends. La délégation géorgienne demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'accepter la juridiction obligatoire de la Cour. L'état de droit est aussi un élément clé de la prévention et du règlement des conflits et du maintien et de la consolidation de la paix dans la justice, qui sont essentiels pour parvenir à la paix et à la sécurité dans les situations de conflit et

d'après-conflit. Une interaction effective et efficace devrait exister entre les systèmes de justice nationaux et la Cour pénale internationale dans la lutte contre l'impunité, conformément aux principes énoncés dans le Statut de Rome.

83. Le Gouvernement géorgien s'efforce d'aligner la législation nationale sur les principes internationaux optimaux. Le Parlement a adopté une loi sur la coopération avec la Cour pénale internationale et a ratifié les amendements relatifs au crime d'agression adoptés par la Conférence d'examen du Statut de Rome. La réforme du secteur de la justice est une des premières priorités du Gouvernement géorgien, dans le cadre de l'action générale qu'il mène pour établir et renforcer une démocratie fonctionnelle et donner effet aux principes de transparence et de responsabilité ainsi qu'à l'état de droit. Les réformes, qui ont commencé en 2012, visent à dépolitiser le Haut-Conseil de la justice et les autres institutions judiciaires et à renforcer leur indépendance. Ces réformes garantissent la participation de magistrats à la constitution du Haut-Conseil et à la prise des décisions concernant l'appareil judiciaire en général. Un amendement constitutionnel adopté en novembre 2013 a instauré l'immovibilité des magistrats. Le stade suivant de la réforme consistera en des mesures garantissant leur indépendance.

84. L'exercice de l'action publique qui relevait du Ministère de la justice a été transféré au Procureur général en vue de renforcer l'indépendance institutionnelle du service des poursuites et d'en assurer l'impartialité. Le Code pénal est en train d'être libéralisé, actualisé et affiné compte tenu des normes internationales et européennes. Une nouvelle loi garantit l'indépendance, la responsabilité et la transparence des programmes d'assistance juridique, un élément central des stratégies d'amélioration de l'accès à la justice. Des services d'assistance juridique ont été créés dans les régions montagneuses, les régions où vivent des minorités ethniques et dans d'autres lieux éloignés des grands centres.

85. En avril 2014, la Géorgie a adopté une stratégie nationale en matière de droits de l'homme qui vise à assurer l'exécution de ses obligations dans ce domaine. Cette stratégie prescrit expressément à l'État de respecter, protéger, réaliser et promouvoir les droits de l'homme et vise à faire en sorte qu'en Géorgie chacun comprenne l'essence de ses droits et soit capable de les exercer en pratique.

86. **M. Mkandawire** (Malawi) dit que, après 30 ans de dictature dans un État régi par un parti unique, le Gouvernement et le peuple du Malawi chérissent l'état de droit. Les Malawiens ont accédé à une démocratie multipartite en 1994 et ont depuis lors participé à cinq élections internationalement reconnues comme transparentes pour choisir des dirigeants démocratiques. Les élections les plus récentes, tenues en 2014, ont été crédibles et se sont tenues dans un climat pacifique et conformément aux prescriptions constitutionnelles. La Constitution comprend une charte des droits, et le Gouvernement veille à ce que chaque citoyen jouisse de ses droits de l'homme. Ceux dont les droits ont été violés peuvent saisir des institutions telles que l'ombudsman, la commission des droits de l'homme et les tribunaux. Le pouvoir judiciaire est indépendant des autres pouvoirs. Tous les citoyens peuvent saisir les tribunaux. Un département de l'assistance juridique fournit une assistance aux pauvres et aux personnes marginalisées et garantit leur accès à la justice à faible coût ou à titre gratuit. Une police de proximité est en train d'être mise en place dans tout le pays qui contribue à mieux protéger les citoyens, réduit la criminalité et facilite l'appréhension rapide des suspects et l'engagement de poursuites à leur encontre.

87. Au niveau international, le Malawi est indéfectiblement attaché à la Charte des Nations Unies et est convaincu que ce n'est que par le respect de ses principes que les relations internationales pourront être équitables et pacifiques. Il est aussi signataire du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et membre de la Cour internationale de Justice, et est fermement convaincu que les pays devraient recourir à ces institutions chaque fois que cela est possible pour régler leurs malentendus. Membre actif de la Communauté de développement de l'Afrique australe et de l'Union africaine, le Malawi s'efforce de promouvoir la compréhension et la coopération entre les États ainsi que l'état de droit au niveau international. L'état de droit doit être respecté non seulement au niveau national mais aussi sur la scène internationale dans l'intérêt de la paix et du développement socioéconomique.

88. **M. AlAjmi** (Koweït) dit que des systèmes juridiques indépendants, effectifs et efficaces constituent la pierre angulaire de l'état de droit et des moyens légitimes de régler pacifiquement les différends. Au niveau national, le Koweït a été l'un des

pionniers de la mise en œuvre des principes de l'état de droit ainsi qu'en matière de séparation des pouvoirs de l'État. Sa magistrature est pleinement indépendante, comme le stipule la Constitution de 1961, qui garantit également les droits et libertés civiles des citoyens et a fait du Koweït un modèle de démocratie. Au niveau international, le principe de l'état de droit doit reposer sur une compréhension commune des États Membres et doit être mis en œuvre par le respect des instruments et traités internationaux. Les différends internationaux doivent être réglés par des moyens pacifiques, y compris par le recours à des institutions internationales comme la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale.

89. Le conflit arabo-israélien n'est pas un conflit pour la terre; il s'agit d'une lutte pour la survie. Israël commet des violations des lois et normes internationales par ses attaques militaires systématiques contre Gaza. Son opération "Bordure protectrice" du 8 juillet 2014 a tué plus de 2 100 Palestiniens, y compris 530 enfants. Israël continue d'imposer un blocus illicite à Gaza, qui est devenu une prison pour une population qui n'a commis d'autre crime que de vouloir survivre. Ses activités actuelles de colonisation constituent une violation grave de l'état de droit et du droit international humanitaire. La délégation koweïtienne demande à la communauté internationale d'assumer ses responsabilités et d'obliger Israël à se conformer aux résolutions internationales pertinentes.

90. La communauté internationale doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour combattre le fléau grandissant du terrorisme, qui menace la paix et la sécurité internationales. À cet égard, la délégation koweïtienne se félicite des activités décrites aux paragraphes 45 et 46 du rapport du Secrétaire général (A/69/181) et des résultats de la réunion de haut niveau du Conseil de sécurité sur la prévention de l'afflux de combattants terroristes étrangers, qui a abouti à l'adoption de la résolution 2178 (2014).

91. Le Koweït réaffirme son attachement aux principes de la Charte des Nations Unies et son appui aux efforts que fait l'Organisation pour mieux faire connaître le droit international et promouvoir l'état de droit, qui complètent les efforts faits aux niveaux international, régional et national pour assurer le respect du droit international humanitaire et instaurer la stabilité et la sécurité dans le monde.

92. **M^{me} Geoghegan** (Observatrice du Comité international de la Croix-Rouge) dit que dans les conflits armés, respecter l'état de droit renforce l'efficacité du droit international humanitaire, qui contribue à sauver des vies et à atténuer les souffrances et fournit la base nécessaire pour permettre aux communautés de se reconstruire. Les États sont responsables au premier chef de respecter et de faire respecter le droit international humanitaire, ce qui suppose l'élaboration de cadres normatifs clairs et la création de mécanismes judiciaires forts, assortis de mesures propres à établir leur responsabilité. Une telle démarche a un impact d'autant plus fort qu'elle est entreprise en temps de paix. Il est encourageant de noter que les États ont pris diverses dispositions pour aligner les législations nationales et les systèmes judiciaires, civils ou militaires, sur les normes internationales protégeant les personnes touchées par un conflit armé. De plus, il importe de mettre en place des garde-fous, y compris des cadres réglementaires et des garanties judiciaires, pour faire en sorte que toutes les personnes privées de liberté soient protégées contre la détention arbitraire et ne soient pas privées de leur liberté et droits fondamentaux. De tels garde-fous contribuent en outre à prévenir les disparitions forcées et à garantir l'accès à la justice aux personnes privées de liberté.

93. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) soutient les efforts que font les autorités nationales pour donner leur plein effet aux protections qu'offre le droit international humanitaire. Si l'adoption de lois nationales et de mesures connexes constitue une première étape essentielle sur la voie du respect de l'état de droit, elle doit aller de pair avec d'importants efforts de sensibilisation pour que les mesures juridiques se traduisent en une protection juridique et les connaissances en pratiques appropriées. À l'invitation des États, le CICR participe à des programmes qu'il organise à l'intention d'audiences comme les forces armées, les services de maintien de l'ordre, les fonctionnaires, la magistrature et les parlementaires, qui œuvrent directement à assurer le respect du droit international humanitaire et des autres normes applicables. Il tient compte en particulier de l'importante contribution des magistrats et est en train d'organiser une consultation d'experts afin de renforcer leur rôle.

94. Au niveau national, de nombreux États ont créé des commissions du droit international humanitaire,

qui jouent un rôle crucial s'agissant de formuler une réponse nationale globale aux questions qui se posent dans ce domaine. Tous les efforts visant à renforcer les capacités nationales doivent intégrer les traditions juridiques et institutionnelles locales. Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge jouent un rôle important à l'appui des efforts que font les pouvoirs publics pour promouvoir l'application du droit international humanitaire. Renforcer l'état de droit s'inscrit dans une action plus large visant à créer un environnement propice à la protection et au respect de la vie et de la dignité des personnes en toutes circonstances, notamment lorsqu'elles sont touchées par la violence. Le CICR réaffirme sa détermination à œuvrer en coopération avec les États à cette fin.

La séance est levée à 17 h 55.